

**Assemblée générale**

Soixante-quatrième session

Documents officiels

Distr. générale  
15 mars 2010  
Français  
Original : anglais

---

**Cinquième Commission****Compte rendu analytique de la 17<sup>e</sup> séance**

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 3 décembre 2009, à 10 heures

*Président :* M. Maurer. . . . . (Suisse)  
*Vice-président du Comité consultatif pour les questions  
administratives et budgétaires :* M. Kelapile

**Sommaire**

Point 132 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011  
(*suite*)

Centre du commerce international CNUCED/OMC

Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros  
travaux d'entretien et Bureau des services centraux d'appui

Point 131 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009  
(*suite*)

Point 132 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011  
(*suite*)

Plan-cadre d'équipement (*suite*)

Point 140 de l'ordre du jour : Rapport d'activité du Bureau des services de contrôle  
interne (*suite*)

Point 163 de l'ordre du jour : Financement des activités découlant de la résolution  
1863 (2009) du Conseil de sécurité (*suite*)

Point 137 de l'ordre du jour : Gestion des ressources humaines (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un  
membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de  
la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau  
DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour  
chaque commission.



*La séance est ouverte à 10 h 15.*

**Point 132 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011 (suite)**

**Centre du commerce international  
CNUCED/OMC (A/64/6 (Sect. 13)/Add.1  
et A/64/7/Add.10)**

1. **M. Yamazaki** (Contrôleur de l'ONU), présentant un additif au chapitre 13 (Centre du commerce international CNUCED/OMC) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 (A/64/6 (Sect. 13)/Add.1), indique que ce Centre, organe conjoint de l'ONU et de l'OMC dont le budget ordinaire est financé à parts égales par ces deux institutions, est chargé d'assurer une assistance technique visant à faciliter l'intégration dans le système commercial multilatéral des pays en développement et des pays en transition économique, en particulier les pays les moins avancés, en favorisant les exportations et en développant le commerce international. Son programme de travail continuera d'être examiné chaque année par sa principale instance intergouvernementale, le Groupe consultatif commun, qui est ouvert aux membres de la CNUCED et de l'OMC. Le Conseil général de l'OMC et le Conseil du commerce et du développement de la CNUCED examineront chaque année le rapport et les recommandations du Groupe consultatif commun.

2. Le Centre vient d'achever une opération de gestion du changement reposant sur les conclusions d'une évaluation externe globale et visant à accroître l'impact global du Centre, à appliquer une gestion axée sur les résultats et à mettre les pratiques optimales du Centre à la portée des intéressés. Les ressources demandées pour l'exercice biennal 2010-2011 ont été calculées sur la base du cadre stratégique approuvé par l'Assemblée générale. Lors du prochain exercice biennal, les activités du Centre suivront cinq grands axes : stratégie d'exportation, politiques commerciales d'aide aux entreprises, institutions d'appui au commerce, intelligence commerciale, et compétitivité des exportateurs.

3. Le montant global (postes et autres objets de dépense) des ressources demandées pour le Centre pour l'exercice biennal 2010-2011 est de 72 089 000 francs suisses. La part de l'ONU s'élèverait à 30 037 083 dollars des États-Unis, ce qui représenterait une diminution de 2,7 % par rapport au montant révisé des

crédits ouverts pour 2008-2009. Les ressources extrabudgétaires pour 2010-2011 sont estimées à 90 600 000 francs suisses, les moyens financiers consacrés à l'assistance technique au commerce ayant considérablement augmenté et les donateurs ayant fait du Centre un destinataire majeur de cette assistance. De plus, le Centre est en train de négocier avec les donateurs le financement de vastes programmes intégrés, notamment en Afrique. Le tableau d'effectifs proposé pour le Centre comprend 166 postes inscrits au budget ordinaire et 20 postes financés par des ressources extrabudgétaires.

4. **M. Kelapile** (Vice-Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport du Comité consultatif sur la question (A/64/7/Add.10), indique que les prévisions de dépenses liées au Centre pour l'exercice biennal 2010-2011 s'élèvent à 72,1 millions de francs suisses (avant actualisation des coûts), ce qui représente une augmentation nette de 5,8 % par rapport aux crédits ouverts pour 2008-2009, s'expliquant essentiellement par la création proposée de 12 postes. Les recettes diverses pour 2010-2011 sont estimées à 700 000 francs suisses, soit le même montant que pour l'exercice en cours. Le budget sera financé à parts égales par l'ONU (par le truchement de la CNUCED) et par l'OMC. La contribution de chaque organisation est estimée à 37,6 millions de francs suisses (après actualisation des coûts), soit 31,3 millions de dollars des États-Unis.

5. S'agissant des postes nécessaires, le Comité consultatif a noté qu'à la suite d'une évaluation interne, le nombre de nouveaux postes demandés pour le Centre avait été ramené de 19 à 12. Il a été informé que ces 12 postes étaient des postes techniques axés sur des domaines prioritaires. Il a recommandé de créer 8 de ces 12 postes et de financer 2 autres postes au moyen des ressources allouées aux dépenses de personnel temporaire (autre que pour les réunions), car les fonctions correspondantes risquaient de ne pas être nécessaires de façon continue. Il a aussi recommandé que la proposition visant à supprimer deux postes d'agent des services généraux soit acceptée et jugée acceptable les montants prévus au titre des objets de dépense autres que les postes, tout en signalant que ces montants devraient être ajustés à la lumière des recommandations relatives aux postes.

6. Le rapport du Comité consultatif contient aussi des observations portant sur d'autres questions, parmi

lesquelles l'issue du processus de gestion du changement, le travail restant à accomplir en matière de budgétisation axée sur les résultats et la coordination entre le Centre, la CNUCED et l'OMC.

7. Sous réserve des recommandations formulées dans son rapport, le Comité consultatif a recommandé l'approbation des propositions du Secrétaire général.

8. **M. Elhag** (Soudan), s'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, déclare que le Groupe soutient pleinement les travaux du Centre, car le commerce joue un rôle important pour le développement. Le Centre apporte une coopération technique précieuse en aidant les petites et moyennes entreprises des pays en développement à développer leurs possibilités d'échanges et d'exportation, ce qui contribue à lutter contre la pauvreté et le chômage et favorise la poursuite des objectifs du Millénaire pour le développement.

9. Il est plus urgent que jamais d'investir davantage dans le renforcement des capacités liées au commerce extérieur, afin d'aider les pays en développement à surmonter la crise financière et économique qui a fait reculer leurs exportations. Le Centre doit continuer de soutenir les pays les moins avancés, les pays sans littoral et les petits États insulaires en développement, ainsi que les pays d'Afrique.

10. Les propositions actuelles interviennent à point nommé pour remédier à la lacune qui existe depuis que le Secrétaire général, dans son rapport sur le renforcement du pilier développement de l'Organisation (A/62/708), s'est abstenu de proposer un renforcement de la capacité du Centre. À cet égard, le Groupe va demander, lors des consultations, pourquoi le nombre de postes demandés est passé de 19 à 12 et si le classement des postes du Bureau du Directeur exécutif est à la hauteur des responsabilités de ce Bureau.

**Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien et Bureau des services centraux d'appui** (A/64/6 (Sect. 28D)/Add.1, A/64/6 (Sect. 33)/Add.1 et A/64/7/Add.11)

11. **M. Yamazaki** (Contrôleur de l'ONU), présentant deux additifs au projet de budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011, indique que le premier, relatif à la gestion des biens immobiliers hors Siège de l'Organisation des Nations Unies (A/64/6

(Sect. 28D)/Add.1), répond à la résolution 63/263 de l'Assemblée générale en indiquant quelles sont les interactions entre le Secrétariat, à New York, et les autres lieux d'affectation au sujet des projets de construction et de rénovation à long terme, en donnant des précisions sur le partage des attributions et des responsabilités et en formulant des propositions pour l'avenir. Le Secrétaire général propose de renforcer les fonctions de coordination et d'appui assurées par le Bureau des services centraux d'appui auprès des lieux d'affectation et des bureaux hors Siège pour toutes les questions liées à la gestion des biens immobiliers, en collaboration avec le Secrétaire exécutif ou le Directeur général de chacun d'entre eux.

12. En ce qui concerne le plan d'entretien préventif régulier des biens immobiliers de l'Organisation qu'a demandé le Comité consultatif (A/64/7), il est proposé de procéder à une inspection stratégique de toutes les installations des bureaux hors Siège. Cette inspection permettra de répondre aux interrogations liées à la gestion des biens immobiliers mondiaux de l'Organisation et donnerait à celle-ci une vision globale des besoins et des priorités s'agissant de la construction de nouveaux locaux ou des grands travaux d'entretien des locaux existants, permettant d'assurer l'appui voulu aux lieux d'affectation concernés. À cette fin, le Bureau des services centraux d'appui a déjà entamé la première phase de cette inspection.

13. Le deuxième additif, relatif à un plan stratégique patrimonial pour l'Office des Nations Unies à Genève (A/64/6 (Sect. 33)/Add.1), fournit un complément d'information sur l'étude technique approfondie qu'il est proposé de réaliser à l'Office afin d'élaborer un programme à long terme de préservation du Palais des Nations. Le Palais des Nations, qui est, après le Siège, le plus vaste des complexes immobiliers de l'Organisation, a besoin d'importants travaux de rénovation et de remise en état. En 2009, un ingénieur consultant a dressé un état préliminaire de l'état actuel des bâtiments et des problèmes liés aux installations. L'additif précise les prochaines étapes envisagées pour l'élaboration du plan stratégique patrimonial. Les prévisions de dépenses liées à l'étude technique approfondie figurent déjà dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 [voir A/64/6 (Sect. 33)].

14. **M. Kelapile** (Vice-Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport correspondant du

Comité consultatif (A/64/7/Add.11), indique que, dans son premier rapport sur le projet de budget-programme (A/64/7), le Comité consultatif a recommandé l'approbation des ressources demandées pour renforcer les fonctions de coordination et d'appui à la gestion des locaux assurées par le Bureau des services centraux d'appui pour les lieux d'affectation et les bureaux hors Siège. Il a aussi indiqué que les dispositions régissant la planification, la gestion et le contrôle des projets de construction de nouvelles installations et des gros travaux d'entretien, ainsi que les procédures d'approbation de ces projets, devaient être soumises à un examen visant à préciser les rôles et les responsabilités de chacun. Les mesures présentées dans l'additif (A/64/6 (Sect. 28D)/Add.1) représentent un pas dans la bonne direction, mais ne sont pas suffisantes. Le Bureau des services centraux d'appui doit assumer un rôle et des responsabilités plus importants, et il faudra bien préciser qui sera chargé de hiérarchiser les besoins pour l'ensemble de l'Organisation, afin d'assurer une supervision suffisante et une vision à long terme.

15. S'agissant du chapitre 33 du projet de budget-programme, le Comité consultatif recommande l'approbation du montant de 1,1 million de dollars proposé par le Secrétaire général dans ses prévisions budgétaires initiales pour la deuxième phase du plan de rénovation du Palais des Nations – une étude technique visant l'élaboration d'un plan. L'additif fournit des détails complémentaires mis en évidence après l'achèvement de la première phase, en août 2009.

16. Le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale de prendre note des rapports figurant dans les additifs et d'approuver les ressources demandées au titre des chapitres correspondants du projet de budget-programme. Il s'inquiète néanmoins du précédent que pourrait créer la décision de publier des additifs au projet de budget initial pour mieux justifier les ressources demandées. Sauf circonstances exceptionnelles, c'est à partir du projet de budget initial que les décisions doivent se prendre.

**Point 131 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009 (suite)**

**Point 132 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011 (suite)**

**Plan-cadre d'équipement (suite) (A/C.5/64/L.7)**

*Projet de résolution A/C.5/64/L.7 : Plan-cadre d'équipement*

17. *Le projet de résolution A/C.5/64/L.7 est adopté.*

**Point 140 de l'ordre du jour : Rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne (suite) (A/C.5/64/L.6)**

*Projet de résolution A/C.5/64/L.6 : Rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne*

18. *Le projet de résolution A/C.5/64/L.6 est adopté.*

**Point 163 de l'ordre du jour : Financement des activités découlant de la résolution 1863 (2009) du Conseil de sécurité (suite) (A/C.5/64/L.8)**

*Projet de résolution A/C.5/64/L.8 : Financement des activités découlant de la résolution 1863 (2009) du Conseil de sécurité*

19. *Le projet de résolution A/C.5/64/L.8 est adopté.*

**Point 137 de l'ordre du jour : Gestion des ressources humaines (suite) (A/C.5/64/L.9)**

*Projet de décision A/C.5/64/L.9 : Règlement provisoire du personnel*

20. **M<sup>me</sup> Pollard** (Sous-Secrétaire générale à la gestion des ressources humaines) indique que les propositions du Secrétaire général relatives à l'application de l'engagement continu font suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 63/250. Le Bureau de la gestion des ressources humaines n'a toutefois pas été en mesure de répondre à toutes les questions relatives aux engagements continus soulevées par la Cinquième Commission pendant ses débats et par le Comité consultatif dans son rapport (A/64/518). Par conséquent, le Secrétariat souhaite changer de façon de procéder et proposer un nouveau modèle. L'Assemblée en sera informée à la première partie de la reprise de sa soixante-quatrième session, en mars 2010, et la nouvelle proposition lui sera présentée à la partie principale de sa soixante-cinquième session.

21. *Le projet de décision A/C.5/64/L.9 est adopté.*

22. **M. Råsbrant** (Suède), prenant la parole au nom de l'Union européenne, de la Croatie et de l'ex-République yougoslave de Macédoine, pays candidats, de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine et du Monténégro, pays du processus de stabilisation et

d'association, ainsi que de l'Arménie et de l'Ukraine, indique qu'il est extrêmement important de mener à bien la réforme du régime des engagements décidée par l'Assemblée générale à sa soixante-troisième session. Lors de consultations, l'Union européenne a demandé des éclaircissements et des compléments d'information indispensables à toute prise de décisions éclairée. L'intervenant est déçu que le Secrétariat ne soit pas en mesure de fournir ces précisions et que, par conséquent, l'Assemblée générale ne puisse pas se prononcer pendant la session en cours. Il apprécie néanmoins la franchise dont a fait preuve la Sous-Secrétaire générale. Au vu de l'importance cruciale de cette question, il espère que la proposition révisée et les rapports correspondants seront présentés dès le début de la soixante-cinquième session.

23. **M. Elhag** (Soudan), s'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, s'étonne que le Secrétariat ne soit pas en mesure de répondre aux questions soulevées par les États Membres alors qu'il a eu près d'un an pour préparer l'adoption de la dernière phase du nouveau régime des engagements. Le Groupe accorde une importance considérable au bien-être du personnel, et trouve donc préoccupante la décision de repousser l'examen de la mise en œuvre des engagements continus. Il espère que le personnel en sera immédiatement notifié et que cela permettra de dissiper tout malentendu quant à la situation. Il espère aussi que le personnel sera associé à la poursuite des travaux du Secrétariat sur la question, de manière à ce que la réforme de la gestion des ressources humaines puisse être achevée au plus tôt.

*La séance est levée à 11 h 15.*